

# OGM: un film et un livre démontent le système Monsanto

**Le premier travaille avec Monsanto. Le second dénonce les OGM. Les deux agriculteurs ont visionné «Le monde selon Monsanto», diffusé demain sur Arte et estiment que la firme «se fout du consommateur»**



**Alain Menudier et Yves Manguy ont accepté de regarder ensemble «Le monde selon Monsanto» et d'en débattre**  
- photo Majid Bouzzit

Maurice BONTINCK

**M**onsanto ne fait rien pour sortir de son image négative. Ce n'est pas un militant anti-OGM qui s'en prend à la multinationale américaine, mais l'agriculteur charentais Alain Menudier, qui a produit l'an passé une cinquantaine d'hectares de maïs transgénique à Saint-Amand-de-Montmoreau. A l'occasion du passage, demain sur Arte, du film-événement de la journaliste Marie-Monique Robin «Le monde selon Monsanto» (1), l'agriculteur, qui utilise des OGM notamment «pour éviter de balancer trop d'insecticides», a accepté l'invitation de CL jeudi, jour de la sortie du livre éponyme issu de l'enquête (2). Il est venu visionner le documentaire en compagnie d'Yves Manguy. Le maire de Londigny s'était mis en grève de la faim aux côtés de José Bové en janvier pour réclamer la suspension de la culture du MON 810, le maïs de Monsanto, seul autorisé en France jusqu'à la mise en place de la clause de sauvegarde (lire ci-dessous). Mais au-delà de l'actualité française et européenne, cette rencontre a surtout été l'occasion de découvrir une entreprise encore méconnue du grand public, alors que 90 % des OGM de la planète lui appartiennent. «Rien ne me surprend vraiment dans ce film, explique Alain Menudier. Excepté les pressions énormes sur l'emploi.» Cette entreprise de chimie fondée en

1901 a accumulé tout au long de son histoire les désastres industriels en se basant sur une loi du silence très opaque et la dissimulation de nombreuses études, voire l'éviction de scientifiques mettant en évidence la nocivité de certains produits Monsanto. Condamné, par exemple, dans les années 80 à payer 700 millions de dollars d'amende pour avoir menti sur la dangerosité et le caractère cancérigène du PCB (Pyralène en France), ces huiles chimiques utilisées comme isolant, Monsanto – «l'un des grands pollueurs de l'histoire industrielle», dit Marie-Monique Robin – savait les risques depuis... 1937, comme le montrent des documents internes retrouvés par la journaliste.

## «Seul le lobbying politique les intéresse»

Alain Menudier estime cependant que le documentaire fait «un peu l'amalgame entre différentes époques», mais réclame comme les anti-OGM de «véritables études scientifiques à une époque où les consommateurs veulent vraiment savoir ce qu'ils mangent». Sauf que Monsanto «ignore totalement le consommateur», déplore le même Alain Menudier qui travaille avec la firme. «Tout ce qui les intéresse, c'est le lobbying auprès des politiques. Le consommateur, ils s'en foutent. Je le sais parce que ce sont eux-mêmes qui me l'ont dit.» Un discours avec lequel le maire de Londigny ne peut qu'être d'accord, du haut de ses nombreuses années de

militantisme. Un discours que mettent aussi en lumière les nombreux exemples du documentaire. Ainsi, Monsanto a été condamné l'an passé en France pour «publicité mensongère» après avoir écrit pendant dix ans sur les bouteilles de son herbicide vedette, le Roundup, qu'il était biodégradable et aucunement dangereux pour l'environnement. La condamnation est symbolique au regard des autres dégâts sanitaires causés par les produits Monsanto dans le passé, mais elle ne peut qu'inquiéter quand on sait que les premiers maïs OGM ont justement été créés par la firme pour résister à son Roundup. Mais pour Alain Menudier – qui estime que les OGM sont «un progrès et que la Chine par exemple nourrit sa population grâce aux OGM» –, rien de vraiment étonnant à ce que Monsanto crée à la fois les semences qui résistent à son propre herbicide. «C'est une démarche commerciale, comme lorsque vous achetez une voiture et que le vendeur vous propose aussi les huiles et les accessoires qui vont avec.»

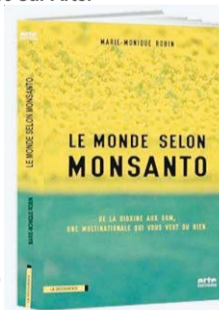
## «Mettre la main sur l'ensemble de la chaîne alimentaire»

Pour Yves Manguy, c'est aussi «le meilleur des mondes», une référence au célèbre roman d'anticipation parce que Monsanto «a aussi un département pharmaceutique». Sous-entendu, Monsanto pourrait aussi créer les médicaments qui soignent des maladies causées par elle-même.

Enfin, mis à part la question de l'intérêt réel des OGM, les deux agriculteurs sont en accord sur de nombreux points, dont un essentiel: «Tout ce qu'ils font, c'est pour le business», résume Yves Manguy. «Pour mettre la main sur l'ensemble de la chaîne alimentaire, en commençant par le premier maillon: les semences», ajoute Marie-Monique Robin, qui attend toujours une réaction de la firme américaine à son travail. En vain.

(1) «Le monde selon Monsanto», de Marie-Monique Robin, demain soir à 20h30 sur Arte.

(2) «Le monde selon Monsanto, de la dioxine aux OGM, une multinationale du bien», de Marie-Monique Robin, préfacé par Nicolas Hulot, éd. La Découverte, 372 pages, 20 €. En librairie depuis jeudi.



Bande-annonce, blogs, etc. sur [www.arte.tv/monsanto](http://www.arte.tv/monsanto)

réalisatrice

**Robin:**  
«On ne peut pas leur faire confiance»



Trois ans d'enquête sur quatre continents et Marie-Monique Robin (- photo Arte) n'en revient toujours pas. PCB, Agent orange, hormones de croissance bovine, dioxine: chacun de ces produits Monsanto a inondé l'industrie mondiale avant d'être interdit et de révéler un scandale sanitaire d'une immense ampleur. Alors, quand la firme américaine lance le premier maïs OGM destiné à résister à son propre herbicide, le Roundup, la journaliste, fille d'agriculteurs des Deux-Sèvres, prix Albert-Londres en 1995, a l'impression de revivre la même histoire.

## Qu'est-ce que le système Monsanto ?

**Marie-Monique Robin.** «Ce sont toujours les mêmes méthodes: mettre les produits sur le marché, ne rien dire sur la nocivité du produit avant que trente ans plus tard, il soit interdit. La firme peut être lourdement condamnée, mais l'amende n'est rien par rapport aux bénéfices engrangés pendant des décennies.»

## Les OGM suivent-ils la même trajectoire ?

**M.-M. R.** «Les OGM a priori, pourquoi pas... Mais la manière dont les OGM ont été réglementées est absolument inouïe. C'était une décision politique sans donnée scientifique. Pourquoi n'a-t-on pas fait une vraie étude scientifique? Pourquoi cacher toutes les études internes sous le prétexte du secret commercial? S'il n'y avait pas de problème, pourquoi tout ça?»

## En voulez-vous aux agriculteurs qui utilisent des OGM ?

**M.-M. R.** «Je ne leur jette pas du tout la pierre, parce qu'ils ne sont pas non plus informés par Monsanto. On leur dit que les OGM vont permettre de nourrir le monde, mais Monsanto n'a qu'un objectif: mettre la main sur les semences du monde, soit le premier maillon de toute la chaîne alimentaire.»

M.-A. B.

## La clause de sauvegarde devant le Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat examinera en urgence mercredi le référé de l'Association générale des producteurs de maïs (AGPM) demandant la suspension de l'arrêté du ministère de l'Agriculture interdisant la culture du maïs MON 810 de Monsanto en France (- photo archives CL). Pour l'AGPM, qui a déposé deux recours au Conseil d'Etat, cette «interdiction n'a aucun fondement scientifique (...) et est susceptible de causer rapidement de graves préjudices» économiques aux



producteurs de maïs qui avaient choisi de semer des OGM. Invoquant «le principe de précaution», le gouvernement a interdit début février la culture de cette semence transgénique de Monsanto et déclenché auprès de l'Union européenne une «clause de sauvegarde», suivant ainsi l'avis de la Haute autorité provisoire sur les OGM.

## Les agriculteurs régionaux prudents face aux OGM

Une enquête interne de la première coopérative française montre que 61 % des agriculteurs interrogés sont favorables au maintien du moratoire

3.100 adhérents, soit 12 % des 26.000 adhérents de Terrena, ont répondu au questionnaire que leur avait distribué en janvier la première coopérative française, mise en cause l'an dernier par certains d'entre eux pour avoir semé du maïs OGM MON 810 sans communication préalable. 66 % des agriculteurs interrogés dans les deux principales régions d'implantation de la coopérative, le Poitou-Charentes et les Pays-de-la-Loire, jugent que les cultures OGM ne sont pas nécessaires pour répondre aux be-

soins croissants de la demande de produits agricoles et 54 % qu'elles représentent un vrai danger pour la diversité des filières et des modes de production. 61 % se déclarent favorables au maintien du moratoire sur les OGM «le temps que les recherches avancent». Seuls 20 % sont prêts à semer des cultures OGM dans leur exploitation si la loi les y autorise. Dans ce contexte, Terrena a décidé «de ne pas commercialiser de semences OGM en 2008 et 2009 même si la loi l'autorise», a indiqué Olivier

Chaillou, membre du bureau de Terrena. Les dirigeants de Terrena ont aussi annoncé l'accroissement des activités de recherche et développement, notamment par la veille technologique et des partenariats dans les nouvelles technologies. «On ne peut pas continuer à produire comme on le faisait hier», souligne le vice-président Marcel Placet. Sur les 35 ha de maïs OGM semés l'an passé par Terrena, 27 ha ont été fauchés avant terme par des militants écologistes.